

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 20 avril 2022
(Convocation du 15 avril 2022)

Aujourd'hui, le 20 avril 2022 à 09h00, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	5
• Voix	5
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 14.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
• Nombre	5	
• Voix	5	
Contre		
• Nombre	0	
• Voix	0	
Abstention		
• Nombre	0	
• Voix	0	

Etaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

Etaient excusés et avaient donné procuration :Etaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Gérard Castet, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre



OBJET : Commande publique - Biodiversité - Continuité écologique - Marché n°21037-2 "prestation de maîtrise d'œuvre pour des travaux d'aménagement du seuil du radier du pont de Lescar sous gestion de l'Institution Adour sur le gave de Pau (64)" - Résiliation du marché

Exposé des motifs :

Dans le cadre de la phase 2 de l'opération de restauration de la continuité écologique sur des seuils du gave de Pau et de l'Ouzom relevant de sa responsabilité, l'Institution Adour a choisi de se faire accompagner par un maître d'œuvre. Pour le projet concernant le seuil du radier du pont de Lescar, un marché de maîtrise d'œuvre a été attribué en novembre 2021 au groupement des entreprises ETS et Hydrosphère pour un montant initial de 21 130,00 € HT.

Pour améliorer le franchissement des poissons migrateurs, il était prévu d'étudier - en phase PROJET - un aménagement avec, d'une part, la rallonge des épis déjà existants à l'aval du seuil et, d'autre part, l'ajout d'un épi en aval sur chacune des berges. Ce scénario « rustique » devait permettre d'améliorer le franchissement en période de migration des aloses (c'est-à-dire au printemps) sans reprendre la totalité de l'ouvrage et, donc, de limiter les coûts. Toutefois, ce scénario présentait un inconvénient concernant la pérennité de l'aménagement au vu de l'évolution du fond du lit. Ce scénario avait été validé par le comité de pilotage de l'étude ESQUISSE de 2016, comité dont les services de l'État font partie.

Toutefois, fin 2021 et début 2022, les services de l'État ont fait évoluer leurs exigences à la suite d'échanges pendant la phase d'étude de projet : ils ont demandé d'augmenter la plage de fonctionnement du dispositif projeté, afin de ne pas cibler uniquement les débits printaniers, ainsi que de préciser le risque d'impact, sur le fonctionnement de l'ouvrage, d'une éventuelle évolution du fond du lit entre les épis.

Pour répondre à ces nouvelles exigences, le groupement ETS et Hydrosphère a retravaillé le projet, en reprenant les dimensions des épis et en proposant la mise en place d'un seuil noyé pour stabiliser les épis dans le temps. Le coût du projet d'aménagement, initialement estimé à 170 k€ HT, est passé à 1 100 k€ HT.

Ce nouveau projet s'éloignait très sensiblement du projet initial, tant techniquement que financièrement. Il apparaît désormais indispensable que l'Institution Adour lance une étude repartant aux stades « esquisse » et « avant-projet », pour analyser, au niveau technique et financier, les scénarios d'aménagement de ce seuil au regard des nouvelles exigences des services de l'État.

La mise en œuvre d'une nouvelle étude compromet la réalisation des travaux d'aménagement du seuil du radier du pont de Lescar. En effet, il ne reste pas assez de temps avant l'étiage 2022 du gave de Pau pour mener l'étude, élaborer les dossiers réglementaires et procéder à la consultation des entreprises.

Pour répondre aux obligations réglementaires, les travaux devront toutefois être réalisés en 2023.

Sur le plan financier, le groupement d'entreprises a fait une proposition pour la modification du marché en cours afin d'ajouter la réalisation d'une étude « esquisse et avant-projet ». Le montant de cette proposition était de 14 999,00 € HT soit une augmentation de 71 % par rapport au montant du marché initial (21 130,00 € HT). Au regard des règles de la commande publique, cette augmentation de prix de la prestation bouleverserait l'économie du marché.

De même, sur le plan technique, les nouvelles exigences en termes de dimensionnement modifieraient profondément la commande initiale.

À ce jour, le groupement d'entreprises a effectué des prestations correspondant à un montant de 5 629,45 € HT. Le montant de prestations non réalisées est donc de 15 500,55 € HT.

Vu l'article 31 du CCAG-MOE de 2021, ouvrant la voie à une résiliation de marché au motif d'intérêt général,



Vu l'article 32 du même CCAG-MOE, stipulant que si la résiliation est du fait du pouvoir adjudicateur, le taux de l'indemnité versée au titulaire appliqué sur le montant hors taxe de la partie résiliée du marché est de 5 %,

Considérant les nouvelles exigences techniques de dimensionnement de l'aménagement, et leurs impacts tant techniques que financiers par rapport au marché actuel, qui entraînent que le maintien de ce marché n'est pas envisageable,

Considérant la part de prestation déjà effectuée par le groupement titulaire du marché,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'autoriser le président à signer la résiliation du marché n°21037-2 de maîtrise d'œuvre pour des travaux d'aménagement du seuil du radier du pont de Lescar sous gestion de l'Institution Adour sur le gave de Pau (64),
- de fixer l'indemnité de résiliation à 5 % de la partie de prestation résiliée, pour un montant de 775,03 € HT (ETS : 546,88 € HT ; Hydrosphère : 228,15 € HT),
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution, les crédits nécessaires étant inscrits au budget en cours.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 20 avril 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



MARCHES PUBLICS
DÉCISION DE RÉSILIATION

EXE15

A - Identification du pouvoir adjudicateur

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX
Tel : 05 58 46 18 70 - Courriel : secretariat@institution-adour.fr

B - Identification du titulaire du marché public

	<u>Groupement solidaire</u>	
<u>Mandataire :</u>		<u>Co-traitant :</u>
SASU ETS Energie et Travaux Spéciaux		HYDROSPHERE
10 Chemin de Pé de Navarre - 64100 BAYONNE	7 Rue de l'Industrie - Bât C - 31320 CASTANET-TOLOSAN	
francois.schott@ets-sas.com - 06 38 29 18 37	pfrancisco@hydrosphere.fr - 09 87 03 95 36	
Siret : 833 036 098 00022		Siret : 419 589 783 00036

C - Objet du marché public

□ Objet du marché public ou de l'accord-cadre :

Prestation de maîtrise d'œuvre pour des travaux d'aménagement de seuils sous gestion de l'Institution Adour sur le gave de Pau (64) - lot n° 2 Seuil du radier de Lescar

□ Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre : **22 novembre 2021**

□ Durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre : **36 mois**

□ Montant initial du marché public ou de l'accord-cadre :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : **21 130,00 €**
- Montant TTC : **25 356,00 €**

D - Clauses contractuelles mises en œuvre

D'après l'Article 31 du le CCAG MOE 2021 « Résiliation pour motif d'intérêt général ».

E - Décision du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice décide de résilier le marché public, à compter du 20 avril 2022, au motif d'intérêt général.

F - Modalités de la résiliation

Envoyé en préfecture le 06/05/2022

Reçu en préfecture le 06/05/2022



ID : 040-254002264-20220420-220420H1605H1-DE

▣ Montant de l'indemnité versée au titulaire :

Comme indiqué dans l'Article 32 du CCAG-MOE, si la résiliation est du fait du pouvoir adjudicateur, le taux de l'indemnité versée au titulaire appliqué sur le montant hors taxe de la partie résiliée du marché est de 5 %.

- Montant hors taxe de la partie résiliée du marché : **15 500,55 € HT**
- Montant de l'indemnité : **775,03 € (dont 546,88 € HT pour ETS et 228,15 € HT pour Hydrosphère)**

▣ Remises des documents :

Il est demandé au groupement d'entreprises ETS - Hydrosphère conformément à l'article 5 du CCTP, de remettre l'ensemble des documents issus de ce marché, dont les documents suivants :

- l'ensemble des rapports sous format modifiables ;
- l'ensemble des plans de projet sous format DWG ;
- les notes de calcul.

G - Signature du pouvoir adjudicateur

A Mont-de-Marsan, le

Signature